



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving -
PWGSC
1550, Avenue d'Estimauville
1550, D'Estimauville Avenue
Québec
Québec
G1J 0C7

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
TPSGC-PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

Title - Sujet Démantèlement Kathryn Spirit	
Solicitation No. - N° de l'invitation EE517-180542/B	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client EE517-180542	Date 2017-08-09
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCM-009-17145	
File No. - N° de dossier QCM-7-40071 (009)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-09-07	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thellend, François	Buyer Id - Id de l'acheteur qcm009
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2889 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Beauharnois (Québec)	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**DÉMANTÈLEMENT DU N/M KATHRYN SPIRIT, ENLÈVEMENT DU
REMBLAI TEMPORAIRE ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX
BEAUHARNOIS (QUÉBEC)**

MODIFICATION 006

Contenu de la modification 006 :

- 1) Addenda 001; et
- 2) Questions et réponses 10 à 37.

1) Addenda 001

L'addenda 001 consiste à la réémission de l'énoncé des travaux afin de préciser certains éléments et d'assurer l'uniformité entre les versions françaises et anglaises des documents.

Les soumissionnaires sont priés de noter que toutes les modifications par rapport à l'énoncé des travaux original sont identifiées dans le nouveau document par l'utilisation de **caractères gras et soulignés**.

2) Questions et réponses

Q10) Est-ce que la soumission peut être déposée par une coentreprise non juridiquement organisée?

R10) Oui, il est possible de soumissionner en tant que coentreprise non juridiquement constituée. Les soumissionnaires qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'ils forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :

- a. le nom de chaque membre de la coentreprise;
- b. le numéro d'entreprise-approvisionnement de chaque membre de la coentreprise;
- c. le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;
- d. le nom de la coentreprise, s'il y a lieu.

La soumission et tout contrat subséquent doivent être signés par tous les membres de la coentreprise à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, en tout temps, demander à chaque membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant pour les fins de la demande de soumissions et tout contrat subséquent. Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat subséquent.

Q11) Est-il possible de prendre entente avec le propriétaire des lieux afin d'élargir la nature des activités pouvant être exercées sur le terrain d'accès mis à la disposition des entrepreneurs par le Canada?

R11) Le Canada ne modifiera pas le bail du terrain d'accès pour élargir la nature des activités pouvant y être exercées. L'entrepreneur qui se verrait octroyer le contrat n'a pas l'autorité de modifier cette entente. Conséquemment, les activités permises sur le terrain d'accès se limitent à celles énumérées à l'énoncé des travaux.

Q12) Est-il possible de prendre entente avec le propriétaire des lieux ou autres tierces parties, en vue d'avoir accès à des terrains, services et infrastructures additionnelles (autres que celles de l'entente d'accès) afin de les utiliser dans le cadre de la réalisation des travaux?

R12) Le Canada ne proscrit pas les initiatives d'entrepreneurs qui souhaitent prendre des engagements avec des tiers pour accéder à des terrains, services et infrastructures.

Q13) Y a-t-il des enjeux légaux relatifs au navire, c'est-à-dire, des risques de réclamations ou poursuites par entrepreneurs ou fournisseurs ayant exécutés des mandats ou fournis des matériaux ou équipements pour le ou les propriétaires précédents?

R13) Tous les créances, réclamations ou litiges qui pourraient exister entre les propriétaires antérieurs et leurs fournisseurs ne sont pas de la responsabilité du Canada. Tel que précisé dans la modification 005, les actions entreprises dans le cadre du projet s'inscrivent dans l'exercice des pouvoirs conférés par le sous-alinéa 180(1)a) de la Loi sur la marine marchande du Canada. Le Canada est autorisé à démanteler et disposer du N/M Kathryn Spirit compte tenu du risque environnemental qu'il représente mais en aucun temps le Canada n'est propriétaire du navire.

Le contrat qui pourrait découler de la présente demande de proposition n'inclut aucune modalité de vente ou de transfert de propriété du navire. Conséquemment, tout litiges, réclamations ou créances, réels ou prétendus, entre les propriétaires antérieurs du navire et des fournisseurs de ceux-ci ne peuvent être imputés ni au Canada, ni à l'entrepreneur mandaté par le Canada pour réaliser le démantèlement du navire.

Q14) Référence : Annexe D - Évaluation des effets environnementaux, Annexe 11 – Mesure 69 - Consultation communauté autochtone. Pouvez-vous confirmer que le Canada est responsable de ces consultations?

R14) La GCC se charge de toute consultation auprès des communautés autochtones.

Q15) Les soumissionnaires peuvent-ils recevoir une copie de la version entière de la convention de bail conclue entre René St-Pierre ltée et Pêches et Océans Canada?

R15) Non, la convention de bail ne sera pas fournis aux soumissionnaires.

Q16) La demande de propositions comprend le volume 1 de la note technique générale sur les inspections de St-Pierre/Englobe, qui est en date du 31 janvier 2017 et en anglais. Le volume 2 (figures et tableaux) et le volume 3 (annexes 1 à 5) en anglais étaient absents de la demande. Veuillez fournir les volumes 2 et 3 en anglais.

R16) Les documents en version anglaise seront fournis prochainement sur Achats et Ventes.

Q17) Veuillez fournir les fichiers AutoCAD et les fichiers de forme utilisés pour générer les divers plans.

R17) Les fichiers Autocad sont maintenant disponibles sur Achats et Ventes.

Q18) Les autorisations supplémentaires peuvent-elles être obtenues des autorités compétentes (l'entrepreneur dépose la demande ou le Canada les obtient au nom de l'entrepreneur), par exemple, si le remblai et la zone des travaux à la poupe et à la proue doivent être agrandis?

R18) Tel que mentionné aux sections 5.1 et 5.2, l'entrepreneur n'a pas à demander d'autorisation additionnelles. L'obtention des autorisation/permis nécessaires est de la responsabilité de SPAC. De plus, tel qu'indiqué à la section 7.4, aucun travail empiétant sur le fond du lac ne doit être effectué du côté extérieur du remblai. Il faut donc comprendre qu'aucun travaux ne sera permis du côté extérieur du remblai.

Q19) Terrain d'accès – tout traitement et toute élimination de déchets dangereux sont restreints. Veuillez clarifier la définition de « traitement ». Conformément à la liste de la section 1 de la version abrégée du bail, les activités autorisées sur le terrain d'accès comprennent une zone d'installation d'un système de traitement des eaux et de pompe à eau. Veuillez confirmer qu'un système de traitement des hydrocarbures dans l'eau peut être installé et exploité sur le terrain d'accès pour le traitement de l'eau contaminée par des hydrocarbures.

R19) Le terrain d'accès ne doit pas être utilisé pour le traitement ou la disposition de matières dangereuses ou de déchets. Un système de traitement des eaux peut être installé et utilisé sur le terrain d'accès uniquement pour les phases de décantation des eaux exemptes de contaminants chimiques.

Q20) Veuillez confirmer si le terrain d'accès peut servir à l'empilage et à l'entreposage temporaires de métaux provenant du navire et d'autres débris avant leur transport hors du site vers une installation d'élimination approuvée. L'entreposage dans ce contexte ne comprend pas le traitement ni l'élimination.

R20) L'entente ne permet pas que le site soit utilisé pour l'entreposage, la ségrégation, le nettoyage ou autre opération de traitement des déchets. L'entente que nous avons conclue permet que les matériaux soient transférés pour être transportés dans un site approprié. L'entrepreneur est responsable de prendre ses propres arrangements s'il souhaite effectuer du traitement des déchets sur le site.

Q21) La GCC a mentionné lors de sa visite sur le site le 12 juillet qu'elle a une bonne idée de l'endroit par lequel l'eau s'infiltre dans le navire. La GCC pourrait-elle fournir des précisions sur l'endroit où la coque est endommagée? Les documents concernant les dommages relevés peuvent-ils être consultés?

R21) L'inspection sous-marine n'a pas permis d'évaluer la condition de la coque du KS. L'entrepreneur est responsable d'établir ses hypothèses de travail à partir des documents de référence fournis en annexe de l'énoncé des travaux.

Q22) Les documents de la demande de propositions contiennent de nombreuses dates et échéances relatives aux dates de soumissions, de planification des livrables, de validité de la soumission (BA04), à la durée du contrat (BA06), etc. Il est également clair que le Canada s'attend à ce que l'entrepreneur assume la responsabilité du navire au moment de l'attribution du contrat. Toutefois, en tenant compte de la logistique requise et de l'ordre des activités menant à l'attribution du contrat et de celles suivant l'attribution, mais précédant la mobilisation vers le site (c.-à-d. la préparation et l'envoi de documents, l'obtention de permis, la commande et la livraison d'équipement à long délai de livraison, etc.), il serait nécessaire d'apporter des précisions et de tenir des discussions au sujet du moment où la responsabilité est transmise du Canada à l'entrepreneur. Un flou entoure le calcul effectué par le Canada pour l'estimation de l'échéancier présenté à la section 3 de l'énoncé des travaux.

Questions:

- A) Quelle est la date anticipée d'attribution du contrat?
B) Le Canada est-il ouvert à prolonger ces dates dans la section 3 du bail du terrain d'accès?

Réponses :

R22A) L'objectif vise à attribuer le contrat le plus tôt possible à la suite de la date de clôture de la proposition, si la valeur de la soumission retenue respecte le niveau de financement prévu. Si la valeur de la soumission retenue est supérieure au niveau de financement, la date d'attribution du contrat ne pourra être estimée à ce moment, et le Canada devra lancer une nouvelle demande de propositions, annuler la proposition ou obtenir un financement supplémentaire.

R22B) Il y a trois options de prolongation d'un mois chacune prévues au bail, selon la clause 3.2 du bail. Toutefois, il est prévu à la clause 2.2 du bail qu'advenant que les travaux de démantèlement ne peuvent pas commencer le 1er septembre 2017, le locataire peut retarder le début du bail et prolonger la durée du bail pour le temps nécessaire pour achever les travaux de démantèlement et de remise en état des lieux.

Q23) Dans le *Sommaire sur l'état du navire*, daté d'avril 2017, de Lloyd's Register Marine, à la section 3.3.2 (p. 6), Évaluation des risques, on fait référence à un rapport d'évaluation des risques préparé par Lloyd's Register Canada Limited (LRCL) dans l'Annexe A. Veuillez fournir ce rapport d'évaluation des risques de LRCL.

R23) Les fichiers seront fournis prochainement sur Achats et Ventes.

Q24) La lettre d'évaluation de Pêches et Océans Canada du 15 décembre 2016 fait référence à des renseignements soumis dans une proposition en date du 19 septembre 2016 et à des courriels subséquents contenant des renseignements supplémentaires. Veuillez fournir la proposition du 19 septembre 2016 soumise à Pêches et Océans Canada.

R24) Il s'agit du formulaire de demande d'examen qui a été soumis au programme de protection des pêches du Ministère des Pêches et des Océans du Canada, selon les dispositions de la Loi sur les pêches. Ce formulaire présente un bref historique, les différentes composantes du projet, ainsi que les méthodes de travail envisagées. Toutes les informations qui y sont indiquées ont été présentées dans les documents du présent appel de proposition et donc ce formulaire ne comporte aucune information nouvelle.

Q25) Lors de la visite du 12 juillet 2017, il était évident qu'un démantèlement avait déjà été commencé, ce qui a été confirmé dans le *Sommaire sur l'état du navire* d'avril 2017 de LRCL. Veuillez fournir tout rapport précédent de LRCL portant sur l'état du navire ou tout document décrivant le démantèlement effectué par d'autres entrepreneurs sur le Kathryn Spirit.

R25) Nous n'avons pas de rapport décrivant l'état de démantèlement du KS. L'entrepreneur est responsable d'établir ses hypothèses de travail à partir des photos aériennes fournies sur le site SPAC.

Q26) Comme le processus d'approvisionnement constitue une demande de propositions et non une soumission, cela signifie qu'une certaine souplesse est nécessaire de la part de l'autorité contractante pour permettre de trouver des solutions offertes sur le marché. Un jugement discrétionnaire doit également être exercé pour autoriser certains changements à apporter aux plans décrits dans la demande de propositions.

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) acceptera-t-il d'autres solutions aux éléments de travaux prévus dans sa demande de propositions, si des preuves tangibles et convaincantes peuvent être apportées (p. ex., autre plan qui permettrait de réaliser des économies, d'améliorer la sécurité ou d'atténuer ou d'éliminer les conséquences sur l'environnement)? Si d'autres solutions peuvent être présentées, est-ce qu'un promoteur peut soumettre plus d'une proposition? Ou est-ce que le promoteur doit décrire l'autre solution dans les 40 pages autorisées pour la proposition? Veuillez fournir des directives concernant la conformité aux exigences de format de la proposition.

R26) L'énoncé des travaux prévoit le niveau minimal de réalisation des travaux devant être atteint. Pourvu que les restrictions et les exigences soient respectées, les soumissionnaires devraient optimiser les méthodes de travail, la sécurité et la gestion de l'environnement, afin d'atteindre le niveau de réalisation des travaux requis, tout en maintenant les coûts aussi bas que possible.

Les soumissionnaires sont autorisés à déposer plus d'une soumission en réponse à la présente demande de propositions.

Q27) Version abrégée du bail – Veuillez préciser l'emplacement des lieux transportés à bail indiqués à l'Annexe A. Il semble y avoir une zone délimitée en rouge ainsi qu'une zone en surbrillance verte près du rivage. Quelle est la signification de la surbrillance verte?

R27) Indication approximative de la zone riveraine



Q28) La condition 9 c) de la version abrégée du bail fait référence à la zone d'entreposage B1. Veuillez apporter des précisions relatives à cet emplacement et à ce qui est autorisé dans la zone d'entreposage.

R28) La zone d'entreposage B1 est un entrepôt de 300 m². Il n'existe aucune restriction dans le bail concernant l'utilisation de cet entrepôt (il pourrait servir de lieu d'entreposage, d'atelier de réparation de véhicules, de stationnement intérieur, de salle à manger, etc.), pourvu qu'à la fin du contrat, il soit dans le même état qu'il était au début.

Q29) Selon la condition 9 de la version abrégée du bail, il est entendu que le bailleur est tenu, en vertu du contrat, de fournir au locataire des services sur le site, y compris, entre autres, le recours à un gardien de sécurité, le contrôle de l'accès au site, le déneigement et le déglacage.

Questions :

- A) Quelles dispositions seront prises pour que le soumissionnaire retenu soit en contrôle de la sécurité du site?
- B) Quelle autorité le soumissionnaire retenu pourra-t-il exercer pour déterminer les normes de sécurité sur le site? Ce point est particulièrement important étant donné que le Canada compte transmettre toute la responsabilité connexe à l'entrepreneur dès l'attribution du contrat.

Réponses :

- R29A) Le bailleur est responsable du contrôle de l'accès au site. Le bail ne comporte aucune autre disposition concernant la sécurité sur le site.
- R29B) Rien dans le bail ne limite le droit au soumissionnaire retenu d'établir ses règles de sécurité raisonnables sur le site visé dans le bail.

Q30) La section 1 sur les droits d'accès du locataire de la version abrégée du bail répertorie les fonctions du terrain d'accès renvoyant à celles relevées comme étant « parmi d'autres ». Une des utilisations acceptées du terrain concerne un système d'amarrage (bollards).

Questions:

- A) Selon l'interprétation de cette utilisation, tout système requis d'ancrage et de tirage au sol est permis, et l'ancrage dans le sol ou dans le fond rocheux du terrain d'accès est jugé comme étant autorisé. Veuillez confirmer que c'est le cas.
- B) Pourrait-on permettre le recours à la Jean Raymond pour ancrer le Kathryn Spirit, si cette stratégie s'avère nécessaire à l'intérêt du public et la sécurité des travailleurs?
- C) Une procédure a-t-elle été mise en place pour évaluer les dommages indirects que pourrait subir la Jean Raymond? Si une telle procédure existe, veuillez la décrire ou remettre des documents qui en font la description.

Réponses:

- R30A) Oui. Les sols remaniés devront être caractérisés et gérés selon la réglementation applicable.

Les points de raccordement du navire pour un système d'ancrage au sol pourraient être tels que le contact avec le pont de la barge soit inévitable. De plus, des chaînes ou des câbles sous tension pourraient limiter l'accès à la barge Jean Raymond.

- R30B) Le Canada ne proscrit pas les initiatives d'entrepreneurs qui souhaitent prendre des engagements avec des tiers pour accéder à des terrains, services et infrastructures.

- R30C) Non. L'entrepreneur sera responsable de procéder à un relevé visuel de la barge suite à l'octroi du contrat, avant le début des travaux.

Q31) La section 1 sur les droits d'accès du locataire de la version abrégée du bail répertorie les fonctions du terrain d'accès renvoyant à celles relevées comme étant « parmi d'autres ». Le bail abrégé ne fait aucunement référence aux droits du bailleur sur le terrain d'accès. L'ingérence du propriétaire (bailleur) sur le terrain d'accès ralentira la progression des travaux.

Questions :

- A) Si le bailleur n'obtient pas le contrat, détient-il des droits d'accès au site ou alors ces droits appartiennent tous à l'entrepreneur? Dans l'affirmative, veuillez énumérer tous ces droits et en préciser la nature.
- B) Le cas échéant, le bailleur détient-il des droits d'accès à sa barge, la Jean Raymond? Dans l'affirmative, veuillez énumérer tous ces droits et en préciser la nature.
- C) Si le bailleur doit accéder à la barge ou au terrain d'accès, quel est le délai minimal du préavis que doit donner le bailleur au locataire? Les droits d'accès du bailleur font-ils l'objet de restrictions? Si le propriétaire se voit accorder des droits d'accès, des documents prévoient-ils en détail la nature de ces droits et les conditions en vigueur? Dans l'affirmative, veuillez fournir ces documents.
- D) Le contrat stipule-t-il que le bailleur, s'il se rend au site, est soumis aux plans, aux politiques et aux pratiques de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité au travail, d'environnement et d'interventions d'urgence?

Réponses :

- R31A) Il n'y a rien de prévu dans le bail quant à l'accès du bailleur au site loué. Le Code civil s'applique alors et prévoit :
« 1857. Le locateur a le droit de vérifier l'état du bien loué, d'y effectuer des travaux et, s'il s'agit d'un immeuble, de le faire visiter à un locataire ou à un acquéreur éventuel; il est toutefois tenu d'user de son droit de façon raisonnable.
- R31B) Voir la réponse de la question 31A)
- R31C) Voir la réponse de la question 31A) Le bailleur devra aviser le locataire dans un délai raisonnable.
- R31D) Oui

Q32) Selon la condition 16 de la version abrégée du bail, il est entendu qu'une étude de caractérisation environnementale du site ainsi qu'un carottage sont susceptibles d'être menés avant et après le terme du bail.

Questions :

- A) Le Canada réalise-t-il cette étude ou alors l'entrepreneur doit-il se charger de respecter cette exigence?
- B) Est-il possible qu'un entrepreneur soit exempté de l'obligation de mener une étude de caractérisation environnementale du site? Dans l'affirmative, quelles conditions confèrent cette exemption à l'entrepreneur?

Réponses :

R32A) La caractérisation environnementale des sols du terrain d'accès est de la responsabilité de l'entrepreneur, tel que mentionné à la section 7.4.

R32B) Aucun entrepreneur ne sera exempté de cette condition. La caractérisation environnementale sert à s'assurer qu'aucune contamination supplémentaire ne sera occasionnée par les travaux du présent mandat.

Q33) La section 5.5 de l'énoncé des travaux prévoit que l'entrepreneur ne détient aucun droit d'accès à la vieille barge (Jean Raymond).

Questions :

A) Si le soumissionnaire retenu est le propriétaire de la Jean Raymond, pourra-t-il accéder à sa barge pendant la réalisation des travaux stipulés au contrat ou alors est-il soumis aux mêmes restrictions d'accès?

B) Si le soumissionnaire retenu est le propriétaire de la Jean Raymond, a-t-il l'obligation de laisser la barge en place pendant toute la durée du projet? Dans l'affirmative, existe-t-il des documents qui décrivent en détail les obligations du propriétaire? Dans l'affirmative, veuillez fournir des copies de ces documents.

Réponses :

R33A)

R33B) La Jean Raymond est une propriété privée : si l'on considère que cette barge doit être déplacée ailleurs, il relève donc de son propriétaire de prendre les dispositions nécessaires pour ce faire. Il n'existe pas de document énumérant les obligations du propriétaire. Selon les documents de Transports Canada consultés, il s'agit d'une barge permanente. Il est probable que le propriétaire ait besoin de la permission de Transports Canada pour déplacer la barge. Si ce scénario est envisagé, l'entrepreneur devra se conformer aux exigences applicables auprès des différentes autorités.

Q34) Dans la section 8.5 (page 25 de 82) de l'énoncé des travaux, une mention renvoie à la manipulation de la pierre de remblai conformément au *Règlement sur les matières dangereuses*, au *Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés* et au *Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* publié par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec (MDDELCC).

Prévoit-on que la pierre de remblai puisse servir de revêtement supérieur dans un site contaminé? Autrement, y aura-t-il obligation d'éliminer la pierre de remblai dans un site d'enfouissement autorisé par permis à recevoir des déchets dangereux?

R34) Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de s'assurer que tout matériau issu des travaux d'enlèvement du remblai soit géré selon la réglementation applicable. L'entrepreneur sera responsable de s'assurer de la gestion appropriée de ces matériaux.

- Q35) Section 5.3 de l'énoncé des travaux (contraintes temporelles touchant les travaux en eau réalisés à l'extérieur du remblai) – La section 5.5.2.4 (page 54) de l'Évaluation des effets environnementaux (Annexe D) recommande d'éviter la période du 1^{er} mai au 15 août, dans la mesure du possible. Étant donné qu'il s'agit d'un projet d'intervention d'urgence, il est possible que les travaux doivent se dérouler durant le printemps et l'été : dans lequel cas, le plan de gestion devra inclure la réalisation d'un relevé visuel par un expert en la matière. Veuillez confirmer que le document de l'Annexe D l'autorise clairement.
- R35) Oui, il est recommandé de faire une inspection visuelle de la zone des travaux par un expert afin d'y déceler la présence éventuelle de nids d'oiseaux avant le début des travaux.

- Q36) Dans la section 5.3 de l'énoncé des travaux, des préoccupations à l'égard du bruit font partie des conséquences potentielles mentionnées sur l'avifaune pendant les périodes de reproduction et de nidification. Parmi les risques relevés, aucun ne concerne les humains. Selon le rapport de l'Annexe D, à la section 5.5.1.5, les travaux doivent être réalisés dans le respect des règlements municipaux en matière de bruit et de nuisance.

Questions :

- A) Si le bruit respecte (c.-à-d. ne dépasse pas) les limites fixées dans les règlements municipaux, peut-on conclure avec certitude qu'il ne nuira pas à l'avifaune et qu'aucune restriction en la matière n'entrera en vigueur?
- B) La période de restriction s'étend du 1^{er} avril au 30 octobre (à l'exception du 15 août au 15 septembre). En conséquence, l'étendue des travaux doit se faire en hiver durant les cinq mois restants. Il semble y avoir une rupture considérable entre les échéances à la section 3 de l'énoncé des travaux et les périodes de restrictions énoncées à la section 5.3. Veuillez confirmer si les plans de gestion mentionnent bien que les travaux peuvent se dérouler toute l'année.
- C) Est-il permis d'employer des techniques d'effarouchage de l'avifaune pour empêcher la nidification des oiseaux dans les zones boisées à proximité?

Réponses :

- R36A) Toutes les restrictions concernant les oiseaux migrateurs s'appliquent, indépendamment des dispositions de la réglementation municipale. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de s'assurer de connaître ses obligations légales se rapportant à la protection des oiseaux.
- R36B) La période de restriction pour les travaux en eau s'étend du 1^{er} mars au 1^{er} août. Tous travaux en eau sont proscrits durant cette période. Tous travaux à l'extérieur de l'eau peuvent être effectués durant cette période. La période de restriction s'appliquant aux périodes de nidification (du 15 avril au 15 août) et de migration (du 1^{er} avril au 15 mai et du 15 septembre au 30 octobre) de l'avifaune implique à l'entrepreneur la mise en œuvre de mesures d'atténuation afin d'assurer la protection de l'avifaune lors de la réalisation des travaux.

Solicitation No – N° de l'invitation
EE517-180542/B
Client Ref No. – N° de réf. du client
EE517-17-180542

Amd. No. – N° de la modif.
006
File No. – N° du dossier
QCM-7-40071

Buyer ID – id de l'acheteur
QCM009

R36C) Il n'est pas requis d'utiliser des techniques d'effarouchage de l'avifaune dans le parc municipal adjacent aux sites des travaux. De telles techniques peuvent toutefois être envisagées aux sites mêmes des travaux.

Q37) Veuillez confirmer les échéances des livrables de la section 15 d'après les dates figurant au tableau, plutôt que selon le délai de 10 jours suivant l'octroi du contrat comme l'affirme le premier paragraphe de la section 15.

R37) Exact – les échéances des livrables sont selon les dates figurant au tableau.

***** Les autres clauses et conditions demeurent inchangées *****